

*L'Adresse—M. Fennell*

générales sans rien proposer de concret, on ne fait que débiter des vœux pieux.

En terminant, je voudrais dire que l'industrie canadienne ne veut pas être grassement subventionnée. Elle veut la stabilité. Elle veut des dégrèvements fiscaux justes et équitables. Plus notre industrie sera prospère, plus vite nous pourrons payer les programmes sociaux qui ont été mis en vigueur. Tout ce que je demande du gouvernement, c'est qu'il démissionne, qu'il déclenche des élections et qu'il laisse le public décider qui est le mieux en mesure d'administrer le pays.

**M. Evans:** Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser au député. Je l'ai entendu parler de l'accord canado-japonais de l'automobile, et je ne sais trop s'il s'est prononcé pour ou contre. Toutefois, je voudrais lui dire que le gouvernement n'a pas rejeté le rapport du groupe de travail; ce rapport est actuellement à l'étude.

Je voudrais d'abord demander au député ce qu'il pense de la recommandation voulant que les automobiles étrangères importées au Canada soient canadiennes dans une proportion de 60 p. 100. Deuxièmement, au sujet de la recherche et du développement, le député ne tient-il aucun compte des initiatives annoncées dans le budget d'avril, qui ont été accueillies très favorablement par les industriels et par les spécialistes de la recherche et du développement et qui ont entraîné une augmentation considérable des travaux prévus dans ce domaine pour l'année prochaine, augmentation qui vient s'ajouter à des hausses importantes déjà enregistrées dans ce domaine au cours des deux dernières années? En effet, la R et D a augmenté considérablement. Le budget d'avril a introduit de nouvelles mesures visant à stimuler ce secteur, notamment des mesures permettant aux entreprises de R et D d'avoir directement accès aux investisseurs; d'après les porte-parole de l'industrie, ces mesures entraîneront un renouveau dans ce secteur. Le député soutient-il qu'il aurait fallu ajouter à ces mesures de nouvelles initiatives précises qui auraient été énoncées dans le discours du trône?

**M. Fennell:** Monsieur le Président, je suppose que j'aurais pu poser les mêmes questions au secrétaire parlementaire, étant donné que nous avons travaillé en étroite collaboration au comité des finances, du commerce et des questions économiques. Au sujet de l'accord canado-japonais de l'automobile, je ne pouvais faire aucun commentaire puisque le discours du trône signale seulement qu'un tel accord sera conclu. J'ignore en quoi consistera cette entente. J'ignore si l'on compte instaurer un commerce bilatéral. Rien ne me permet de me prononcer là-dessus. Je m'intéresserai à la question quand un projet de loi en ce sens sera présenté.

Pour ce qui est du rapport du groupe de travail, certaines modifications devront lui être apportées, comme toujours dans un tel cas. Cependant, pour l'essentiel, je souscris à l'orientation du rapport. Certains points laissent toutefois à désirer. Ainsi, General Motors devra commencer à importer des Toyota en vertu de l'entente, ce qui, je crois, n'était pas prévu. Il faudra y regarder de près.

• (1240)

Si les Canadiens ne construisaient que certaines pièces d'automobile efficacement—sans nécessairement les assembler—et fabriquaient 60 p. 100 des pare-chocs et des suspensions, par exemple, nous atteindrions un objectif valable et créerions des emplois.

Je ne peux discuter avec le secrétaire parlementaire des mesures de R et D annoncées dans le budget d'avril. Les propositions étaient à mon avis excellentes, mais incomplètes. On ne les comprend pas. Il aurait fallu qu'elles s'appliquent pendant un certain nombre d'années, car le grand public, soucieux de planifier sur cinq ans, se demande si elles seront en vigueur cette année et l'année prochaine.

Le secrétaire parlementaire admettra sans aucun doute que les changements apportés par le gouvernement à sa politique constituent une véritable énigme pour le secteur privé. Il a parlé d'importantes hausses des fonds affectés à la recherche et au développement au cours des deux dernières années, monsieur le Président, mais on n'est passé que de 1.2 à 1.3 p. 100. Le Japonais ont fait beaucoup mieux.

**M. Sargeant:** Monsieur le Président, le député d'Ontario (M. Fennell) ne considère-t-il pas qu'il porte atteinte à l'intégrité du gouverneur général par ses observations sur le lecteur du discours du trône? Je voudrais lui demander de bien vouloir se rétracter par respect pour les fonctions du gouverneur général.

Je voudrais également demander au député s'il connaît la définition du socialisme. Sûrement pas, car il saurait que ce discours du trône n'avait rien de socialiste.

**M. Fennell:** Monsieur le Président, je n'ai pas fait d'observations désobligeantes à l'égard du gouverneur général, mais à l'égard du discours du trône qui, à mon avis, n'est rien d'autre qu'un programme interventionniste. Je suis tout à fait contre l'intervention du gouvernement dans l'économie.

Le député peut bien croire que je ne comprends rien au socialisme, mais il a tort. J'en ai vu les résultats fâcheux en Russie et en Pologne. L'initiative privée est le moteur de l'économie.

Que les députés du déversoir socialiste cessent de dire qu'on ne comprend rien au socialisme! Les expériences socialistes n'ont rien donné. Il faut susciter la reprise économique. Le parti du député préconise la création de nouvelles sociétés d'État, monsieur le Président, bien que ces dernières ne génèrent pas de profits, mais plutôt des pertes, que les contribuables doivent éponger. Le socialisme a fait suffisamment de dommages dans notre pays, je ne veux plus en entendre parler.

**M. Miller:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député d'Ontario (M. Fennell). Il s'inquiète à propos de l'industrie du textile au Canada, et il a bien raison, ainsi qu'à l'égard de la recherche et du développement qui n'a pas donné les résultats escomptés. Le principal problème que posent les travaux de R et D, c'est qu'ils doivent être effectués, dans bien des cas, par des filiales dans d'autres pays.

Cela m'amène à parler de la position du député à l'égard de l'AEIE. Nous savons tous qu'au cours de la dernière année, l'AEIE n'a pas réussi à restreindre les investissements étrangers au Canada. Le député ne craint-il pas que si nous supprimons l'AEIE, l'industrie du textile soit confrontée à un plus grave danger? Des entreprises étrangères seraient susceptibles